

Rapport de gestion

pour les six mois terminés le 30 septembre 2009

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010

Baisse des revenus par rapport au trimestre précédent et à la période correspondante de l'exercice précédent

- Les revenus consolidés se sont établis à 364,5 millions \$ ce trimestre, en baisse de 18,5 millions \$, soit 5 %, par rapport au trimestre précédent et de 42,2 millions \$, soit 10 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent;
- Pour le premier semestre de l'exercice 2010, les revenus consolidés se sont chiffrés à 747,5 millions \$, en baisse de 51,3 millions \$, soit 6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice et bénéfice dilué par action des activités poursuivies en hausse par rapport au trimestre précédent et en baisse par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

- Le bénéfice des activités poursuivies s'est élevé à 39,1 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 27,2 millions \$ (soit 0,11 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 11,9 millions \$, soit 44 %, et comparativement à 49,2 millions \$ (soit 0,19 \$ par action) au deuxième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 10,1 millions \$, soit 21 %;
- Pour le premier semestre de l'exercice 2010, le bénéfice des activités poursuivies s'est établi à 66,3 millions \$ (soit 0,26 \$ par action), comparativement à 97,4 millions \$ (soit 0,38 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 31,1 millions \$, soit 32 %;
- Une charge de restructuration de 1,1 million \$ a été comptabilisée ce trimestre, comparativement à une charge de 27,2 millions \$ au trimestre précédent et à une charge de néant au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Compte non tenu de la charge de restructuration, le bénéfice des activités poursuivies s'est élevé à 39,9 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) ce trimestre, à 46,1 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au trimestre précédent et à 86,0 millions \$ (soit 0,34 \$ par action) au premier semestre de l'exercice 2010.

Flux de trésorerie disponibles¹ de 93,5 millions \$

- Les flux de trésorerie nets provenant des activités poursuivies se sont établis à 116,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à des flux de trésorerie disponibles négatifs de 19,9 millions \$ au trimestre précédent et à des flux de trésorerie disponibles positifs de 59,0 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance² et aux autres actifs se sont chiffrées à 16,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à 9,8 millions \$ au trimestre précédent et 9,0 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles s'est élevé à 0,9 million \$ ce trimestre;
- Les dividendes en espèces ont totalisé 7,5 millions \$ ce trimestre, comparativement à 7,6 millions \$ au trimestre précédent et à 7,5 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé³ en baisse de 103,4 millions \$, soit 7 %, par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie⁴ a diminué de 34,5 millions \$ ce trimestre, pour s'établir à une valeur négative de 15,3 millions \$;
- Les immobilisations corporelles ont diminué de 64,1 millions \$;
- La dette nette⁵ s'établissait à 257,8 millions \$ à la fin de ce trimestre, comparativement à 340,7 millions \$ au trimestre précédent.

COMMANDES⁶

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,79 (ratio combiné de 0,66 pour les secteurs civils et ratio combiné de 0,90 pour les secteurs militaires). Pour les douze derniers mois, il était de 1,13 (ratio combiné de 0,87 pour les secteurs civils et ratio combiné de 1,41 pour les secteurs militaires);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 288,1 millions \$, comparativement à 342,9 millions \$ au trimestre précédent et à 389,8 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes s'établissait à 3 034,8 millions \$ au 30 septembre 2009.

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a obtenu des contrats d'une valeur prévue de 82,9 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a remporté 26,8 millions \$ de commandes comprenant deux simulateurs de vol complets (FFS).

¹ Mesure hors PCGR (Voir point 7.1).

² Mesure hors PCGR (Voir point 7.1).

³ Mesure hors PCGR (Voir point 8.1).

⁴ Mesure hors PCGR (Voir point 8.1).

⁵ Mesure hors PCGR (Voir point 8.1).

⁶ Mesure hors PCGR (Voir point 5.3).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a remporté 113,5 millions \$ de commandes pour de nouveaux systèmes d'entraînement et des mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a remporté de nouveaux contrats évalués à 64,9 millions \$.

AUTRES

- Le 1^{er} avril 2009, nous avons adopté le chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*. Depuis l'adoption de la nouvelle norme, nous passons les frais de pré-exploitation en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Nous avons retraité rétroactivement les chiffres correspondants des périodes antérieures. Vous trouverez un complément d'information sous *Modifications de conventions comptables*;
- Le 24 juillet 2009, en collaboration avec le Fonds de solidarité FTQ et la Société générale de financement du Québec (SGF), nous avons annoncé la création d'une société en commandite qui offrira aux clients admissibles un financement concurrentiel par crédit-bail pour le matériel civil de simulation de vol CAE construit au Québec et exporté dans le monde entier;
- Le 1^{er} octobre 2009, notre ancien vice-président exécutif et chef de l'exploitation, Marc Parent, a succédé à Robert E. Brown au poste de président et chef de la direction;
- Au cours du trimestre, nous avons acquis Seaweed Systems inc. (Seaweed), chef de file des solutions graphiques intégrées pour le marché militaire et le marché de l'aéronautique qui possède un savoir-faire reconnu dans la conception de pilotes graphiques essentiels à la sécurité;
- En août 2009, nous avons officialisé et intensifié notre coopération avec AgustaWestland par la constitution d'une coentreprise appelée Rotorsim S.r.l.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2010* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2010;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2009;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 11 novembre 2009, et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés non vérifiés et les notes qui les complètent pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2009. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2010. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Tous les tableaux présentent des chiffres non vérifiés.

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers consolidés non vérifiés pour le trimestre clos le 30 septembre 2009 et dans les états financiers consolidés annuels que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2009. Le rapport de gestion pour l'exercice 2009 contient en outre un complément d'information sur :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Notre capacité à exécuter la stratégie et à produire des résultats;
- Nos activités;
- Les variations de change;
- Les mesures hors PCGR et les autres mesures financières;
- Les résultats consolidés;
- Les acquisitions, fusions et désinvestissements;
- Les risques et les incertitudes inhérents à notre activité;
- Les procédures et moyens de contrôle;
- Le rôle de surveillance du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions;
- Ou si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos marchés, notre future performance financière, notre stratégie, nos projets, nos buts et nos objectifs. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité, ou en raison d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2009.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation, et des solutions intégrées de formation destinées à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier.

Nous sommes concepteur, constructeur et fournisseur de matériels de simulation, et nous sommes aussi prestataire de services de formation et de services associés. Ce matériel et ces services comprennent, d'une part, des solutions intégrées de modélisation, de simulation et de formation destinées aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires, aux constructeurs OEM et aux forces de défense, et, d'autre part, des services de formation que nous assurons aux pilotes et aux techniciens de maintenance dans des centres de formation situés partout dans le monde.

Nos simulateurs de vol complets (FFS) recréent le comportement des appareils dans une large gamme de situations et de conditions ambiantes. Les systèmes visuels très perfectionnés reproduisent des centaines d'aéroports dans le monde, ainsi qu'une vaste gamme de pistes d'atterrissage et d'environnements de vol. Ajoutant le mouvement et les effets sonores à cette simulation visuelle, les simulateurs plongent les pilotes et les équipages de tous niveaux dans un environnement d'entraînement réaliste.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâti une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale. CAE compte plus de 6 500 employés dans plus de 90 installations et centres de formation dans 20 pays. CAE tire plus de 90 % de ses revenus annuels d'exportations dans le monde entier et d'activités internationales.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées :

- À la Bourse de Toronto, sous le symbole CAE;
- À la Bourse de New York, sous le symbole CAE (auparavant, CGT).

3.2 Notre vision

Nous voulons que CAE soit synonyme de sécurité, d'efficacité et de préparation aux missions. Nous voulons être le partenaire de choix des entreprises exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des solutions innovatrices en matière de produits et de services faisant appel à la modélisation et à la simulation en vue de réduire le risque, de diminuer les coûts et d'aider à résoudre des problèmes de taille. Nous désirons devenir l'une des sociétés les plus accessibles dans le monde, les plus axées sur le client et les plus fiables de notre secteur.

3.3 Nos activités

CAE dessert essentiellement deux grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères, les centres de formation, les centres de dotation en pilotes et les organismes de formation aéronautique;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier.

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre quatre secteurs, un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun des deux marchés. Chacun des secteurs compte pour une part importante de nos résultats.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés

Notre secteur FS/C est le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le numéro deux des fournisseurs de services de formation pour l'aviation d'affaires. CAE exploite le plus grand réseau de centres de formation à l'échelle mondiale. Nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale, l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires. Nous offrons une gamme complète de services, notamment l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des techniciens de maintenance, la gestion des pièces de rechange des simulateurs, l'élaboration de programmes de formation, les services de consultation et les solutions d'apprentissage en ligne. En tant que chef de file de l'aéronautique, nous utilisons l'analyse des données de vol pour permettre l'étude efficace et la compréhension des données de vol enregistrées dans le but de rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et d'améliorer la maintenance et les opérations aériennes. En outre, nous offrons aux compagnies aériennes une solution à long terme en matière de recrutement des pilotes grâce à notre capacité sur le plan de la dotation en pilotes. Nous nous sommes hissés à ce rang grâce à des acquisitions, à des coentreprises et à des investissements internes dans des installations neuves. Nous avons actuellement plus de 140 FFS en service et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans plus de 20 pays du monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des organismes de formation aéronautique et des centres appartenant à des tiers. Nous effectuons des investissements sélectifs afin d'ajouter de nouvelles unités NESAs (nombre équivalent de simulateurs actifs) dans notre réseau en vue de maintenir notre position, d'accroître notre part de marché et de répondre aux nouveaux créneaux qui pourraient s'ouvrir. Nous sommes en train d'étendre notre réseau de formation de manière à pouvoir répondre aux besoins en formation liés aux appareils en service, ces besoins étant continus et périodiques, tout en continuant à être moins dépendants des nouvelles livraisons d'appareils pour assurer nos revenus.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Notre secteur PS/C est un chef de file mondial de la fourniture de matériels de simulation de vol pour l'aviation civile. Nous concevons et construisons plus de FFS et de systèmes visuels pour les avions des compagnies aériennes nationales et régionales, pour les centres de formation de tiers et pour les constructeurs OEM que n'importe quelle autre société. Nous possédons une grande expérience en matière de développement de simulateurs pour de nouveaux types d'appareils, dont plus d'une vingtaine de modèles différents, auxquels se sont ajoutés récemment les Bombardier CSeries et Global Express, Boeing 747-8 et 787, Airbus A380, Embraer Phenom 100/300 et Dassault Falcon 7X. Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

La demande de transport aérien commercial a enregistré un recul au cours de la dernière année par suite de la récession économique mondiale. Au cours de la période écoulée, les transporteurs aériens ont continué de s'ajuster en réduisant leur capacité de vol, surtout en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure mais de façon quand même importante, en Europe. À ce jour, la conjoncture s'est traduite par une baisse modérée de la flotte d'avions commerciaux en activité à l'échelle mondiale, laquelle constitue un facteur de croissance clé pour notre secteur de formation. En outre, une plus grande partie des jets d'affaires existants ont été mis en vente, faisant concurrence à l'offre de nouveaux appareils. Cela aboutit également à un nombre moins élevé de cycles de vol et d'équipages de bord et, par conséquent, à une baisse de la demande en formation.

Les revenus tirés de nos services de formation proviennent en partie de la formation périodique qui est essentielle au maintien de la flotte aérienne actuellement en service dans le monde, soit plus de 42 000 appareils. Ce secteur s'est relativement stabilisé, mais la réduction de capacité des compagnies aériennes et des exploitants de jets d'affaires freine la demande de formation sur certaines plateformes. Plus particulièrement, nous avons observé un ralentissement des activités de formation proportionnel aux réductions de capacité des compagnies aériennes ainsi qu'un certain repli des livraisons d'appareils pour l'aviation d'affaires, ce qui s'est traduit par une baisse de l'utilisation de capacité et par une pression sur les prix en général.

Récemment, la demande liée au trafic et au fret aériens a laissé entrevoir que les conditions du marché pourraient se stabiliser, mais à des niveaux moindres. Nous prévoyons que la demande de transport aérien reprendra sa croissance à long terme lorsque les conditions économiques mondiales seront propices à la croissance. Malgré les récents revers du marché, les dernières prévisions des principaux constructeurs indiquent toujours que la flotte aérienne mondiale augmentera pour atteindre environ le double de sa taille actuelle au cours des vingt prochaines années. Ces hypothèses viennent appuyer notre stratégie sous-jacente à titre de fournisseur mondial de services de formation aéronautique.

Dans le secteur des produits de simulation, notre carnet de commandes soutient en partie nos revenus pour l'exercice en cours. Nous sommes aux prises avec des conditions de marché difficiles ayant donné lieu à une baisse des ventes de nouveaux produits de simulation. En effet, les compagnies aériennes clientes devant composer avec des capitaux plus restreints, leurs achats de simulateurs ne sont plus à la hauteur des ratios historiques et des livraisons actuelles d'appareils. Par ailleurs, la pression sur les prix est encore plus forte dans le contexte actuel de ralentissement des ventes de produits de simulation étant donné que moins d'occasions d'affaires s'offrent à CAE et à ses concurrents. Conjugués à la vigueur du dollar canadien, ces facteurs devraient donner lieu à une baisse de la marge réalisée dans le secteur Produits de simulation. Les ventes et les livraisons d'appareils devraient diminuer en raison de la conjoncture économique difficile de l'exercice 2010. Nos ventes de FFS devraient totaliser environ 20 unités cette année.

Nous sommes cependant d'avis qu'à moyen et à long terme, l'industrie aéronautique, et plus particulièrement le secteur des produits et des services de formation, continuera de croître. Conscients qu'il s'agit d'un marché dynamique, nous continuons de surveiller certains facteurs clés liés à l'économie et au marché qui pourraient influencer sur nos activités et modifier nos perspectives. Les baisses réelles et éventuelles des taux de production et l'annulation de commandes d'appareils par les principaux constructeurs ont une incidence déterminante sur la demande pour certains de nos produits et solutions.

L'effet du ralentissement économique mondial actuel se fait davantage sentir sur les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis et l'Europe. Les marchés émergents connaissent également un ralentissement important par rapport à leur forte progression passée. Cependant, la croissance économique exprimée en pourcentage dans ces régions demeure plus forte que la croissance normale sur les marchés parvenus à maturité. Nous nous attendons à ce que la croissance du PIB mondial soit positive pour l'année 2010.

Notre secteur de formation s'appuie surtout sur la flotte d'appareils actuellement en service partout dans le monde et sur le commerce d'avions d'affaires usagés. Ces activités sont principalement tributaires de l'activité macroéconomique et de la rentabilité des entreprises. Notre secteur de formation, dans une certaine mesure, compte aussi sur les livraisons de nouveaux appareils. Dans le domaine de l'aviation d'affaires, plusieurs entreprises du secteur aéronautique ont fourni des indications plus précises concernant la demande de jets d'affaires à court terme : elles prévoient que les livraisons atteindront un creux au cours de l'année 2010 et reprendront lentement par la suite.

Malgré la conjoncture, les tendances suivantes appuient notre point de vue à moyen et à long terme en ce qui concerne le marché civil :

- Carnets de commandes d'appareils;
- Nouvelles plateformes moins énergivores;
- Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés;
- Nouvelles exigences internationales pour la certification des dispositifs de formation au vol (FSTD).

La diminution du trafic passager mondial, la réduction de capacité des compagnies aériennes et les niveaux plus élevés de stocks d'appareils d'occasion sont des facteurs qui doivent être suivis de près pour déceler toute répercussion éventuelle à plus long terme.

Carnets de commandes d'appareils

Pour l'année 2008, Boeing a reçu un total net de 662 commandes d'appareils neufs (commandes fermes moins les annulations) et Airbus a reçu 777 commandes. Pour les neuf premiers mois de 2009, le total net de commandes pour Airbus et Boeing s'est élevé respectivement à 123 et à 70. Bien que le rythme des commandes ait considérablement ralenti en 2009, et compte tenu des annonces dans les médias du report de la livraison d'appareils par certains transporteurs aériens, les carnets de commandes de Boeing et d'Airbus, quoique moins garnis, restent à des niveaux records, ce qui représente un potentiel pour l'ensemble de notre catalogue de produits et de services de formation. Ces deux constructeurs OEM ont également annoncé des programmes de financement pour leurs clients. À court terme, les difficultés des marchés du crédit pourraient avoir une incidence notable sur les livraisons d'appareils.

Dans le secteur des jets d'affaires, les reports et les annulations de commandes ont poussé plusieurs constructeurs d'avions d'affaires à baisser leur taux de production.

Nouvelles plateformes moins énergivores

Les constructeurs OEM ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes qui vont stimuler à l'échelle mondiale la demande en simulateurs et en services de formation. Les Boeing 747-8 et 787, Airbus A350-900, Embraer 190, Dassault Falcon 7X, les jets très légers et légers Embraer Phenom 100 et Embraer Phenom 300, les jets régionaux Mitsubishi ainsi que le Bombardier CSeries en sont des exemples récents.

L'arrivée de nouvelles plateformes va entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour resserrer les liens avec eux et être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ainsi, au premier trimestre de l'exercice 2010, nous avons signé avec Bombardier des contrats en vertu desquels nous utiliserons notre savoir-faire en matière de simulation et de modélisation pour appuyer la conception, le développement et la validation des nouveaux avions CSeries. Nous développerons également un simulateur de vol CSeries prototype. Par ailleurs, nous avons établi avec Embraer une coentreprise qui commence à assurer la formation complète sur les nouveaux jets très légers Phenom 100, et nous commencerons à offrir la formation sur les jets légers Phenom 300 en 2010. Les livraisons de nouveaux modèles d'avions sont susceptibles de faire l'objet de retards sur le plan des lancements de programmes qui pourraient se répercuter sur nos propres délais de prise de commandes et de livraison.

Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Les marchés émergents tels que ceux de l'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien et du Moyen-Orient devraient connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité au niveau de leur trafic aérien et de l'essor économique, ainsi qu'une libéralisation progressive des politiques de transport aérien et l'apparition d'accords bilatéraux en la matière. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande de FFS et de centres de formation.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Le trafic passager a reculé de 5 % pendant les neuf premiers mois de 2009, comparativement à 2008. Malgré ce ralentissement, nous prévoyons qu'il finira par reprendre sa croissance à long terme. Des signes observés au cours des derniers mois indiquent que le trafic et le fret aériens se sont stabilisés, quoique à des niveaux moindres, comme il a été mentionné précédemment. Actuellement, le secteur du trafic aérien traverse une période très mouvementée, notamment en raison du ralentissement économique mondial et des difficultés du marché du crédit. Au cours des 20 dernières années, la croissance moyenne du trafic aérien a été de 4,8 %, et nous estimons que pour les 20 prochaines années, le trafic aérien, tant pour les passagers que pour les marchandises, atteindra cette croissance ou la surpassera légèrement. Cela est sans compter l'effet que pourrait produire tout événement majeur (instabilité politique régionale, acte terroriste, pandémie, forte hausse soutenue du prix du carburant, crise économique prolongée, ou autres événements mondiaux).

Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a engendré partout dans le monde une demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord, ce qui a provoqué une pénurie de membres d'équipage qualifiés dans certains marchés. Ce phénomène est amplifié par le vieillissement démographique, le nombre moins grand de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil, et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques. Dans les marchés émergents comme l'Inde et la Chine, on s'attend à ce que la croissance à long terme du trafic aérien soit plus forte que la croissance attendue dans les pays développés, et l'infrastructure capable de satisfaire à la demande prévue fait défaut.

Cette pénurie crée des occasions d'affaires pour la dotation en pilotes, notre formule clé en main qui inclut le recrutement, la sélection et la formation des pilotes. Elle nous incite aussi à rechercher des partenaires pour développer notre initiative mondiale visant à former et à fournir des pilotes pour répondre à la demande du marché.

La pénurie mondiale de techniciens de maintenance nous donne la possibilité de placer plus rapidement nos solutions pour la formation technique. Quoique à un degré moindre, cette tendance touche aussi les agents de bord pour lesquels nous explorons également de nouvelles solutions de formation.

Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commencera à jouer un rôle encore plus important avec le processus d'attestation de compétence par une licence de pilote en équipage multiple (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), dont l'adoption pourrait être approuvée dans un proche avenir par les organismes de réglementation nationaux. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour mener les étudiants *ab initio* à devenir des copilotes d'avions de ligne modernes. Si la MPL est adoptée dans les marchés émergents comme ceux de la Chine, de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est où le besoin en pilotes qualifiés, formés de la manière la plus efficace possible, est le plus important, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Nouvelles exigences internationales pour la certification des dispositifs de formation au vol

Pendant l'été 2009, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a publié un document découlant d'une analyse stratégique (intitulé *Manuel des critères de certification des simulateurs de vol – volume 1, 3^e édition*) définissant les exigences de simulation de vol pour la certification de sept nouveaux FSTD standards dans les 190 pays membres de l'OACI.

Ce document a été rédigé par un groupe de travail international composé de membres provenant des autorités de réglementation du secteur aérien, notamment des organismes représentant les pilotes, des compagnies aériennes et des représentants de l'industrie de la formation et de la simulation de vol. Pour réaliser ses objectifs, le groupe de travail a mené une étude fondamentale visant à établir les niveaux de fidélité requis dans la simulation à chaque étape de la formation pour chaque type de brevet de pilotage, de certification, de classement ou de formation. Les conclusions de cette étude, publiées dans le document de l'OACI, deviennent déjà la référence pour l'établissement des normes nationales et internationales concernant une gamme complète de sept FSTD.

Selon le document, le FSTD standard de plus haute fidélité de l'OACI (type VII) est exigé dans chacune des étapes obligatoires d'un certain nombre de formations essentielles, notamment la formation initiale et périodique, la licence MPL et le brevet de pilotage pour le transport aérien de passagers.

Le document de l'OACI confirme ainsi et reconnaît la nécessité à long terme des FSTD de haute fidélité pour ces types de formations essentielles. Les exigences de certification du simulateur de type VII de l'OACI requièrent une plus grande fidélité dans la simulation (dans la simulation visuelle, le mouvement et les effets sonores) que celle de l'actuel simulateur de niveau D et nous pensons que, de par sa position de chef de file à l'échelle mondiale dans les technologies de modélisation et de simulation et de par ses capacités de formation, CAE sera en mesure de répondre à l'accroissement de la demande de formations plus réalistes et immersives.

MARCHÉ MILITAIRE

Nos activités dégagent des revenus dans six segments interdépendants de la chaîne de valeur du marché de la défense. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions; nous effectuons des mises à niveau de simulateurs; nous fournissons des services de maintenance et de soutien; nous fournissons des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d'offrir des services professionnels fondés sur la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle; nous avons une entreprise de logiciels appelée Presagis, qui développe et vend des solutions logicielles prêtes à l'emploi à des marchés de niveau intermédiaire.

Notre stratégie dans le marché de la défense consiste à mondialiser et à diversifier nos activités dans le secteur militaire. Nous avons diversifié nos sources de revenus entre plusieurs marchés nationaux et, par conséquent, plusieurs budgets de la défense afin d'accroître la prévisibilité et la résilience de nos activités dans le secteur militaire. Nous sommes l'un des principaux fournisseurs de solutions de simulation et de formation, et maintenons une présence locale importante dans sept pays. La mise en œuvre réussie de notre stratégie a donné lieu à des résultats favorables concrets. Au cours de l'exercice 2009, nous avons enregistré des commandes records de plus de 1 milliard \$ dans le secteur militaire. Pour la même période, compte non tenu d'un contrat canadien de 329 millions \$, la valeur moyenne de nos 25 principaux contrats s'est établie à 16,3 millions \$. La solidité et la diversité de notre clientèle et les tendances encourageantes que nous observons sur le marché mondial de la défense, plus particulièrement en ce qui a trait au créneau de la modélisation et de la simulation, nous donnent l'assurance de pouvoir poursuivre notre croissance dans un avenir prévisible.

Nous abordons les marchés de la défense en tirant parti de nos réalisations dans le monde et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement dans des marchés clés, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada, en Allemagne, en Australie, en Inde et à Singapour. Sur ces marchés, nous faisons face à la concurrence non pas en tant que société étrangère, mais plutôt comme une société présente dans plusieurs pays qui exerce des activités localement et dont la présence dans le pays est pertinente sur le plan social. Nous croyons que cette façon de faire, rendue possible par la structure régionale de CAE, nous permet de nous démarquer de façon importante. Au cours des dernières années, nous avons mis en place des procédés d'exploitation à l'échelle mondiale bien établis qui nous permettent d'accorder une grande autonomie quant à la prise de décision au sein des régions. Cela se traduit par une efficacité accrue et des relations solides avec la clientèle.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements de simulation de vol militaires. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des aéronefs de patrouille en mer et des avions ravitailleurs de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation pour les forces terrestres et navales. Nous avons créé la plus vaste gamme de simulateurs d'hélicoptères militaires dans le monde et nous avons aussi élaboré plus de systèmes de formation et d'entraînement pour l'avion Hercules C-130 que quiconque dans le monde. Nos simulateurs militaires reproduisent avec une grande fidélité des environnements de combat mettant en jeu de façon interactive les forces amies et ennemies, ainsi que les armements et les systèmes de détection. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à près de 50 exploitants du secteur militaire dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes, ainsi que des solutions de modélisation et de simulation

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main et une expertise dans l'intégration des services de formation aux forces armées du monde entier. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance et l'entraînement sur simulateur dans plus de 60 sites dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de services professionnels et de défense fondés sur la modélisation et la simulation.

Tendances et perspectives commerciales

Nous sommes bien positionnés dans une série de plateformes militaires utilisant des avions de transport, des avions-citernes, des hélicoptères, des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse et des avions de patrouille maritime. Ces appareils comprennent l'avion de transport C-130J Hercules, les avions de patrouille maritime P-8A Poseidon et P-3C Orion, l'aéronef multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, l'hélicoptère NH90, les avions d'entraînement pour formation initiale des pilotes de chasse M346 et Hawk, les nouvelles versions de l'hélicoptère H-60 et d'autres aéronefs qui font partie des éléments clés sur lesquels s'appuient les forces de défense à l'échelle mondiale. Nos perspectives positives reposent sur la prévision que la demande mondiale pour ces types d'appareils se maintiendra. Ces plateformes mettent en jeu de nouveaux types d'avions nécessitant des programmes à long terme et nous croyons que cela créera pour nous des occasions au cours des dix années à venir. L'importance que nous accordons à ces segments de marché particuliers constitue un moyen de nous démarquer clairement en tant que sous-traitant de la défense car nous croyons qu'ils sont essentiels au maintien de la capacité et de la préparation opérationnelle des forces armées. À notre avis, nous avons une exposition minimale aux types de plateformes qui peuvent être considérés comme facultatifs par le milieu de la défense et sont donc plus susceptibles d'être visés par des contraintes budgétaires.

Nous prévoyons une rationalisation continue des budgets de la défense à l'échelle mondiale. Les dépenses globales devraient demeurer stables dans certains marchés et diminuer légèrement dans d'autres marchés comme les États-Unis, qui représentent le plus important marché de la défense au monde. Nous croyons cependant que les budgets de la défense pour les secteurs visés par nos produits et services demeureront stables ou augmenteront en raison des facteurs suivants :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation;
- Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- Nature actuelle des conflits, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération.

Nous prévoyons qu'environ 10 000 nouveaux aéronaves militaires seront déployés dans les flottes militaires du monde au cours des cinq prochaines années, créant une demande pour environ 300 simulateurs de missions. Bien que nous ne nous intéressions pas à toutes les plateformes ni à tous les marchés à l'heure actuelle, nous pourrions répondre à une grande partie de la demande prévue.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation

La volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle est un facteur supplémentaire qui contribue à stimuler nos activités dans le secteur militaire. Contrairement au secteur commercial où la formation par la simulation est largement répandue, le milieu de la défense y a jusqu'ici eu moins recours. Ainsi, le gouvernement australien a récemment publié un livre blanc sur la défense prévoyant en particulier un recours accru à la modélisation et à la simulation pour réduire l'engorgement dans la formation. Cet avis est partagé par d'autres organisations militaires de partout dans le monde, et plus particulièrement par le milieu de la défense aux États-Unis. La simulation comporte de nombreux avantages qui permettent de faire face à la menace croissante à l'échelle mondiale et aux nouvelles contraintes économiques qui font pression sur les dépenses en matière de défense. La modélisation et la simulation permettent la réalisation d'économies considérables. La U.S. Air Force estime que la formation sur appareil coûte environ 10 fois plus cher que la formation fondée sur la modélisation et la simulation. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armes sont autant d'arguments en faveur du recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Ce type de formation est essentiel afin d'assurer la préparation des forces de défense, alors qu'elles sont aux prises avec des menaces nouvelles et complexes.

Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation

Nouvelles plateformes d'avions

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs de matériels militaires en vue de resserrer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs sont en train de mettre sur le marché de nouvelles plateformes qui devraient alimenter la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Ainsi, Boeing conçoit actuellement un nouvel aéronave de patrouille en mer, le P-8A Poseidon; NH Industries livre actuellement ses hélicoptères NH90; EADS CASA est en train de promouvoir vigoureusement la série de dispositifs de formation MRTT A330 et son appareil de transport C-295 dans le monde entier; Lockheed Martin a doublé la production du C-130, Alenia Aermacchi commercialise avec succès les avions d'entraînement de pointe M-346 pour la formation initiale des pilotes de chasse et Sikorsky propose de nouvelles versions de son hélicoptère H-60 aux armées et marines du monde entier. Tout ceci stimule la demande pour de nouveaux simulateurs et des services de formation, et nous disposons de produits à différents stades de conception et de production pour y répondre.

Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens d'économiser et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements impartissent leurs services de formation, car ils peuvent ainsi être livrés plus rapidement et à moindres coûts. C'est ainsi qu'un consortium dont nous sommes membre a commencé à assurer, au cours de l'exercice 2009, une formation sur le NH90 à l'Allemagne et à d'autres forces armées. Aux États-Unis, bon nombre de nouveaux contrats feront l'objet d'appels d'offres dans le cadre du programme Aircrew Training System au cours des deux à trois prochaines années.

Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs aéronautiques prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mises à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, plusieurs constructeurs OEM proposent aux forces armées du monde entier qui utilisent des appareils C-130 une série de mises à niveau des logiciels d'avionique, ce qui rend nécessaires d'importantes mises à niveau des systèmes de formation pour les appareils C-130 déjà en place ou d'éventuels nouveaux systèmes de formation pour ces appareils.

Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronaves et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronaves et permet d'entraîner les pilotes à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers. L'activité intense liée aux conflits qui perdurent dans le monde fait en sorte que les actifs se déprécient plus rapidement que prévu. Contrairement au secteur commercial où la formation par la simulation est largement répandue, il reste encore tout un marché à développer à cet égard dans le milieu de la défense. En outre, l'on observe un recours croissant à la simulation tout au long du cycle de vie du système de défense, soit de l'analyse jusqu'à la formation et aux opérations.

Nature actuelle des conflits, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération

Demande de réseautage

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes.

Acceptation grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les logiciels d'environnement synthétique permettent aux militaires de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. À titre d'exemple, au cours des deux dernières années, nous avons livré au 160^e régiment d'aviation des opérations spéciales de l'Armée de terre américaine des simulateurs de missions de combat MH-47G et MH-60L dotés de la base de données commune (CDB) développée par nous. L'architecture CDB promet de rehausser de façon importante les capacités de création rapide des bases de données pour les répétitions de missions sur simulateur.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Le modèle de formation fondée sur la simulation utilisé pour l'aviation est de plus en plus considéré comme l'un des moyens efficaces de préparer les professionnels du secteur des soins de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Dans le cadre de partenariats avec des experts du secteur des soins de la santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité des soins de santé. Nous estimons que le marché mondial de la formation en soins de santé fondée sur la simulation sera supérieur à 1,5 milliard \$ d'ici 2012. À l'heure actuelle, nos services au secteur des soins de santé vont de la fourniture de solutions de formation fondée sur la simulation à la gestion de centres de formation de ce type.

4. VARIATIONS DE CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les opérations libellés en devises selon divers taux de change, comme l'exigent les PCGR.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales devises dans lesquelles sont libellées nos opérations.

Nous avons utilisé les taux de change ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 septembre 2009	30 juin 2009	Augmentation (diminution)	31 mars 2009	Augmentation (diminution)
Dollar américain (\$US)	1,07	1,16	(8 %)	1,26	(15 %)
Euro (€)	1,57	1,63	(4 %)	1,67	(6 %)
Livre sterling (£)	1,72	1,91	(10 %)	1,80	(4 %)

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les revenus et les charges étaient les suivants :

	30 septembre 2009	30 juin 2009	Augmentation (diminution)	30 septembre 2008	Augmentation (diminution)
Dollar américain (\$US)	1,10	1,17	(6 %)	1,04	6 %
Euro (€)	1,57	1,59	(1 %)	1,56	1 %
Livre sterling (£)	1,80	1,81	(1 %)	1,97	(9 %)

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– Notre réseau de centres de formation civils et militaires

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Selon les PCGR, les gains ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans une filiale autonome sont reportés dans l'écart de conversion (cumul des autres éléments du résultat étendu), qui est présenté dans la section Capitaux propres du bilan. Tout effet d'une variation de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état des résultats de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, Australie et Inde)

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les filiales autonomes le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériel qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

– Nos activités de produits de simulation au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des devises (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en devises), environ 97 % des revenus annuels que nous réalisons à partir du Canada sont libellés en devises (en dollars américains et en euros principalement), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en devises font l'objet d'une opération de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos revenus sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les effets du mouvement des devises, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état des résultats.

Nous détenons toujours un portefeuille de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos revenus futurs des risques actuels de volatilité accrue du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Nous couvrons une partie des revenus de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des revenus futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

5. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Tous les chiffres correspondants de l'exercice 2009 ont été retraités afin de rendre compte d'une modification de convention comptable qui a eu une incidence sur le traitement comptable des frais de pré-exploitation. Vous trouverez un complément d'information sous *Modifications de conventions comptables*.

5.1 Résultats d'exploitation – deuxième trimestre de l'exercice 2010

Sommaire des résultats consolidés

(en millions, sauf les montants par action)

	T2 2010	T1 2010	T4 2009	T3 2009	T2 2009
Revenus	\$ 364,5	383,0	438,8	424,6	406,7
Résultat d'exploitation sectoriel total	\$ 62,3	72,3	79,6	77,6	76,0
Charge de restructuration	\$ (1,1)	(27,2)	–	–	–
Bénéfice avant intérêts et impôts (BALL)	\$ 61,2	45,1	79,6	77,6	76,0
En pourcentage des revenus	% 16,8	11,8	18,1	18,3	18,7
Intérêts débiteurs, montant net	\$ 7,4	6,6	5,1	5,6	5,2
Bénéfice des activités poursuivies (avant impôts)	\$ 53,8	38,5	74,5	72,0	70,8
Charge d'impôts	\$ 14,7	11,3	21,8	19,9	21,6
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 39,1	27,2	52,7	52,1	49,2
Résultat des activités abandonnées	\$ –	–	–	–	(0,2)
Bénéfice net	\$ 39,1	27,2	52,7	52,1	49,0
Bénéfice de base et dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,15	0,11	0,21	0,20	0,19
Bénéfice de base et dilué par action	\$ 0,15	0,11	0,21	0,20	0,19

Les chiffres correspondants des périodes de l'exercice 2009 ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

Baisse de 5 % des revenus par rapport au trimestre précédent et de 10 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

Les revenus ont été en baisse de 18,5 millions \$ par rapport à ceux du dernier trimestre. Cette baisse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/C ont diminué de 19,2 millions \$, soit 23 %, en raison principalement des revenus plus importants constatés pendant la période correspondante relativement à des simulateurs qui étaient partiellement construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours de cette période, ainsi que de la diminution des niveaux de production par suite d'une baisse des commandes, de la fermeture prolongée d'une usine en juillet et de congés sans solde;
- Les revenus du secteur FS/C ont diminué de 11,9 millions \$, soit 10 %, en raison de la faiblesse des marchés en Europe et en Amérique du Nord, du caractère saisonnier des activités et de l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain;
- Les revenus du secteur FS/M ont diminué de 6,3 millions \$, soit 9 %; cette baisse s'explique essentiellement par des revenus de formation moins élevés ce trimestre pour notre coentreprise Rotorsim et par un écart de change défavorable. En outre, les revenus du trimestre précédent étaient supérieurs en raison d'une rentrée de fonds constatée relativement à la modification d'un contrat, en plus de l'ajustement annuel positif du taux de main-d'œuvre lié aux contrats militaires aux États-Unis;
- Les revenus du secteur PS/M ont enregistré une hausse de 18,9 millions \$, soit 16 %, en raison du niveau d'activité plus élevé ce trimestre, en particulier au titre de nos divers programmes NH90, et de l'intégration dans nos résultats de l'ancienne division Défense, sécurité et aérospatiale (DSA) de Bell Aliant acquise en mai 2009. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les revenus accusent une baisse de 42,2 millions \$ par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/C ont diminué de 50,4 millions \$, soit 44 %, en raison surtout des facteurs mentionnés ci-dessus. Cette baisse est aussi attribuable à la production, en cours ce trimestre, d'un simulateur qui a été comptabilisé comme un contrat de location-vente et pour lequel aucun revenu n'a encore été constaté. Elle a été compensée en partie par des taux de couverture favorables;
- Les revenus du secteur FS/C ont diminué de 5,2 millions \$, soit 5 %, résulte essentiellement de la faiblesse des marchés en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, en Europe. Ce recul a été neutralisé en partie par l'ajout de nouvelles unités NESAs à notre réseau, par le fléchissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et par l'augmentation des revenus réalisés dans les marchés émergents;
- Les revenus du secteur PS/M se sont accrus de 11,4 millions \$, soit 9 %, en raison surtout des facteurs mentionnés ci-dessus.

Les revenus du premier semestre ont été inférieurs de 6 % à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent

Les revenus du premier semestre de l'exercice 2010 ont été inférieurs de 51,3 millions \$ à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/C ont diminué de 103,9 millions \$, soit 41 %, en raison surtout des facteurs mentionnés ci-dessus dans la comparaison des deux derniers trimestres. Cette baisse est aussi attribuable à la production en cours, au premier semestre de l'exercice 2010, d'un simulateur qui a été comptabilisé comme un contrat de location-vente et pour lequel aucun revenu n'a encore été constaté. Elle a été compensée en partie par des taux de couverture favorables;
- Les revenus du secteur PS/M ont enregistré une hausse de 41,5 millions \$, soit 19 %, en raison du niveau d'activité plus élevé ce trimestre, en particulier au titre de nos divers programmes NH90, de l'intégration dans nos résultats de l'ancienne division Défense, sécurité et aérospatiale (DSA) de Bell Aliant acquise en mai 2009 et d'un impact favorable du taux de change;
- Les revenus du secteur FS/M ont augmenté de 11,8 millions \$, soit 10 %. La hausse provient surtout des revenus plus élevés tirés des centres de formation, plus particulièrement notre coentreprise HFTS en Allemagne pour le NH90 qui a été inaugurée au quatrième trimestre de l'exercice 2009.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Hausse de 16,1 millions \$ du BAI⁷ par rapport au trimestre précédent et baisse de 14,8 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

Pour le trimestre écoulé, le BAI s'est établi à 61,2 millions \$, soit 16,8 % des revenus. Le BAI a progressé de 16,1 millions \$, soit 36 %, par rapport au trimestre précédent et diminué de 14,8 millions \$, soit 19 %, par rapport au même trimestre il y a un an. Une charge de restructuration de 1,1 million \$ a été comptabilisée ce trimestre, comparativement à une charge de 27,2 millions \$ au trimestre précédent et à une charge de néant au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Comparativement au trimestre précédent, le résultat d'exploitation sectoriel⁸ s'est replié de 10,0 millions \$, soit 14 %. Les baisses de 4,9 millions \$, de 4,3 millions \$ et de 2,9 millions \$ du résultat d'exploitation des secteurs FS/C, PS/C et FS/M, respectivement, ont été contrebalancées en partie par la hausse de 2,1 millions \$ du résultat du secteur PS/M.

Par rapport à celui du deuxième trimestre de l'exercice 2009, le résultat d'exploitation sectoriel a reculé de 13,7 millions \$, soit 18 %. Les baisses de 11,0 millions \$, de 3,6 millions \$ et de 1,8 million \$ du résultat d'exploitation des secteurs PS/C, FS/C et FS/M, respectivement, ont été partiellement compensées par la progression de 2,7 millions \$ du résultat du secteur PS/M.

Pour le premier semestre de l'exercice, le BAI s'est établi à 106,3 millions \$, ce qui représente une baisse de 42,3 millions \$, soit 28 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAI du premier semestre de l'exercice 2010 comprenait une charge de restructuration de 28,3 millions \$ (néant pour le premier semestre de 2009). Les réductions de 21,7 millions \$ et de 4,8 millions \$ du résultat d'exploitation des secteurs PS/C et FS/C, respectivement, ont été neutralisées en partie par les hausses de 11,3 millions \$ et de 1,2 million \$ du résultat des secteurs PS/M et FS/M.

Vous trouverez un complément d'information sous *Restructuration et Résultats par secteur*.

⁷ Le bénéfice avant intérêts et impôts (BAI) est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du BAI, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

⁸ Le résultat d'exploitation sectoriel (RES) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs d'exploitation. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur exploitation. Le RES correspond au bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées.

Augmentation de 0,8 million \$ du montant net des intérêts débiteurs par rapport au trimestre précédent et de 2,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

Le montant net des intérêts débiteurs a augmenté par rapport à celui du trimestre précédent et à celui du deuxième trimestre de l'exercice 2009 en raison de la hausse des intérêts débiteurs sur la dette à long terme ayant fait suite à l'augmentation nette de 15 millions \$ et de 45 millions \$US de l'encours des billets de premier rang aux termes d'un placement privé réalisé au premier trimestre de l'exercice 2010. L'accroissement du montant net des intérêts débiteurs est également dû à l'augmentation nette des contrats de location-acquisition et à la hausse des autres intérêts débiteurs. La diminution des intérêts capitalisés sur les immobilisations en cours a également eu une incidence sur les intérêts débiteurs ce trimestre par rapport au trimestre correspondant de 2009.

Pour le premier semestre de l'exercice, le montant net des intérêts débiteurs s'est établi à 14,0 millions \$, soit 4,5 millions \$ de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des billets de premier rang et des contrats de location-acquisition, ainsi que par la réduction des intérêts capitalisés sur les immobilisations en cours et l'accroissement des autres intérêts débiteurs.

Taux d'imposition effectif de 27 % ce trimestre

Les impôts sur les bénéfices se sont établis à 14,7 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 27 %, comparativement à un taux de 29 % pour le trimestre précédent et de 31 % pour le deuxième trimestre de l'exercice 2009. Les impôts sur les bénéfices du premier semestre se sont établis à 26,0 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 28 %, comparativement à un taux de 30 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les taux d'imposition effectifs des périodes correspondantes ont été retraités pour rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

Le taux d'imposition a été plus faible au deuxième trimestre et au premier semestre de l'exercice 2010, en raison surtout de la modification de la proportion des revenus provenant de différentes juridictions aux fins fiscales.

Pour l'exercice 2010, le taux d'imposition effectif devrait se situer à environ 29 %.

Résultat des activités abandonnées

Il n'y a pas eu d'ajustement relatif aux activités abandonnées au cours du trimestre à l'étude.

5.2 Restructuration

Le 14 mai 2009, nous avons pris de nouvelles mesures requises pour adapter l'entreprise aux conditions actuelles et prévues du marché. Le plan prévoit la mise à pied d'environ 700 personnes, soit 600 à Montréal (Québec) et 100 ailleurs dans le monde. Ces mesures seront concentrées en deux phases et seront réalisées au cours de l'exercice. Une charge de restructuration de 28,3 millions \$, surtout composée d'indemnités de départ et d'autres frais connexes, y compris la charge de retraite associée, a été portée au résultat net du premier semestre de l'exercice 2010. Un montant total d'environ 32 millions \$ devrait être engagé.

Le tableau qui suit présente un aperçu des charges de restructuration pour la période terminée le 30 septembre 2009 :

<i>(en millions)</i>	Charges de cessation d'emploi	Autres coûts	Total
Provision au 31 mars 2009	– \$	– \$	– \$
Charges comptabilisées au cours de la période	20,8	6,4	27,2
Paiements versés	(6,5)	(3,4)	(9,9)
Écart de change	0,2	–	0,2
Provision au 30 juin 2009	14,5 \$	3,0 \$	17,5 \$
Charges comptabilisées au cours de la période	0,7	0,4	1,1
Paiements versés	(5,4)	(2,1)	(7,5)
Écart de change	(0,3)	(0,1)	(0,4)
Provision au 30 septembre 2009	9,5 \$	1,2 \$	10,7 \$

5.3 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés⁹

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 034,8 millions \$ à la fin du trimestre. Des prises de commandes de 288,1 millions \$ ont été ajoutées au carnet durant le trimestre, contrebalancées par des revenus de 364,5 millions \$ réalisés à partir des commandes qui étaient en carnet et des ajustements de 167,0 millions \$.

Diminution de 7 % du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2009	Six mois terminés le 30 septembre 2009
Carnet de commandes en début de période	3 278,2 \$	3 181,8 \$
+ commandes	288,1	631,0
- revenus	(364,5)	(747,5)
+ / - ajustements	(167,0)	(30,5)
Carnet de commandes en fin de période	3 034,8 \$	3 034,8 \$

Les ajustements tiennent compte de l'écart de change et d'un ajustement à la baisse de 38,6 millions \$ effectué au cours du trimestre afin de prendre en compte la diminution des revenus attendus sur les contrats fermes conclus avec des clients, étant donné la conjoncture économique. Le carnet de commandes du semestre terminé le 30 septembre 2009 comprend aussi un ajustement de 178,0 millions \$ apporté au trimestre précédent découlant de l'intégration du carnet de commandes de la division DSA acquise auprès de Bell Aliant.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,79. Pour les douze derniers mois, il était de 1,13.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

6. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre quatre secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Les opérations intersectorielles sont comptabilisées au coût au niveau consolidé et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

⁹ La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M, et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les revenus attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des revenus de la période.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT**Résultat d'exploitation sectoriel**

<i>(en millions, sauf les marges d'exploitation)</i>		T2 2010	T1 2010	T4 2009	T3 2009	T2 2009
<i>Secteurs civils</i>						
Formation et services associés – Civil	\$	15,9	20,8	25,1	20,4	19,5
	%	15,5	18,1	20,7	16,9	18,1
Produits de simulation – Civil	\$	12,4	16,7	18,5	22,8	23,4
	%	19,4	20,1	17,2	19,1	20,5
<i>Secteurs militaires</i>						
Produits de simulation – Militaire	\$	24,3	22,2	26,8	25,7	21,6
	%	17,7	18,7	18,7	20,5	17,1
Formation et services associés – Militaire	\$	9,7	12,6	9,2	8,7	11,5
	%	16,1	18,9	13,8	14,8	19,7
Résultat d'exploitation sectoriel total	\$	62,3	72,3	79,6	77,6	76,0
Charge de restructuration	\$	(1,1)	(27,2)	–	–	–
BAII	\$	61,2	45,1	79,6	77,6	76,0

Les chiffres correspondants des périodes de l'exercice 2009 ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

Nous utilisons le résultat d'exploitation sectoriel pour mesurer la rentabilité de nos quatre secteurs d'exploitation et nous aider dans nos décisions de répartition des ressources. Nous calculons le résultat d'exploitation sectoriel à partir du bénéfice net du secteur avant les autres revenus, les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées. Ceci nous permet de juger de la rentabilité d'un secteur en dehors de l'effet sur celui-ci de faits nouveaux qui n'ont pas directement à voir avec son rendement.

Capital utilisé

<i>(en millions)</i>		T2 2010	T1 2010	T4 2009	T3 2009	T2 2009
<i>Secteurs civils</i>						
Formation et services associés – Civil	\$	1 018,9	1 093,2	1 151,4	1 074,5	932,2
Produits de simulation – Civil	\$	28,5	25,6	(53,9)	(39,1)	(20,9)
<i>Secteurs militaires</i>						
Produits de simulation – Militaire	\$	167,6	174,6	148,8	123,8	139,2
Formation et services associés – Militaire	\$	173,9	172,5	162,2	158,5	143,9
	\$	1 388,9	1 465,9	1 408,5	1 317,7	1 194,4

Les chiffres correspondants des périodes de l'exercice 2009 ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

6.1 Secteurs civils**FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL**

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des revenus futurs de 82,9 millions \$, notamment :

- Un contrat de dix ans avec Air Transat pour fournir une formation sur simulateur sans instructeur sur sa flotte d'appareils A310 et A330 à notre centre de formation de Montréal;
- Un contrat visant à fournir une formation initiale sur simulateur avec instructeur à 28 équipages de CRJ200 de Volga Avia Express à notre centre de formation de Madrid.

Expansion et initiatives nouvelles

- Nous avons, par l'intermédiaire de notre coentreprise Embraer CAE Training Services (ECTS), reçu la certification des autorités réglementaires internationales pour deux FFS Phenom 100 conçus et construits par CAE. ECTS fournit la formation complète des pilotes et du personnel technique aux clients d'Embraer qui font l'acquisition de jets très légers Phenom 100;
- Nous avons obtenu la certification, à notre centre de formation du Nord-Est (NETC) à Morristown, dans le New Jersey, pour un FFS Cessna Citation CJ3 de la Série CAE 5000.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges d'exploitation, unités NESAs et FFS déployés)

		T2 2010	T1 2010	T4 2009	T3 2009	T2 2009
Revenus	\$	102,8	114,7	121,4	120,9	108,0
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	15,9	20,8	25,1	20,4	19,5
Marges d'exploitation	%	15,5	18,1	20,7	16,9	18,1
Amortissement	\$	15,7	16,9	16,1	17,8	14,9
Dépenses en immobilisations	\$	18,9	23,7	52,7	39,7	42,3
Capital utilisé	\$	1 018,9	1 093,2	1 151,4	1 074,5	932,2
Carnet de commandes	\$	792,3	906,9	1 006,4	1 036,0	907,6
Unités NESAs ¹⁰		128	130	123	118	118
FFS déployés*		144	142	141	135	133

* Exclut un FFS qui a été vendu à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2010 et deux FFS vendus à la fin du premier trimestre de l'exercice 2010.

Les chiffres correspondants des périodes de l'exercice 2009 ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

Revenus en baisse de 10 % par rapport au trimestre précédent et de 5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la faiblesse des marchés en Europe et en Amérique du Nord, au caractère saisonnier des activités et à l'incidence défavorable de la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

La baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2009 résulte essentiellement de la faiblesse des marchés en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, en Europe. Ce recul a été neutralisé en partie par l'ajout de nouvelles unités NESAs à notre réseau, par le fléchissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et par l'augmentation des revenus réalisés dans les marchés émergents.

Les revenus du premier semestre de l'exercice 2010 ont atteint 217,5 millions \$, soit 0,7 million \$ de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique surtout par la faiblesse des marchés en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, en Europe, et elle a été compensée par l'ajout de nouvelles unités NESAs à notre réseau, par la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain et par l'accroissement des revenus réalisés dans les marchés émergents.

Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 24 % par rapport au trimestre précédent et de 18 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 15,9 millions \$ (15,5 % des revenus) pour le trimestre écoulé, comparativement à 20,8 millions \$ (18,1 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 19,5 millions \$ (18,1 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation sectoriel a diminué de 4,9 millions \$, soit 24 %, par rapport au dernier trimestre. Cette baisse est principalement attribuable au gain réalisé à la cession de deux FFS usagés au trimestre précédent, gain qui a été plus important que le gain réalisé à la cession d'un FFS usagé ce trimestre. Le repli résulte également de la faiblesse des marchés en Europe, conjuguée à l'incidence défavorable de la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar américain. Il a été contrebalancé en partie par les mesures de réduction des coûts prises au trimestre précédent, qui commencent à avoir un effet positif sur les résultats.

Le résultat d'exploitation sectoriel a diminué de 3,6 millions \$, soit 18 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul s'explique surtout par la faiblesse des marchés en Europe et en Amérique du Nord, par la réalisation d'économies non récurrentes découlant de l'intégration d'une entreprise à l'exercice précédent et par l'écart de change défavorable à la conversion des soldes du fonds de roulement. La baisse a été partiellement contrebalancée par l'ajout de nouvelles unités NESAs à notre réseau, par l'augmentation du résultat d'exploitation sectoriel réalisé dans les marchés émergents, par la réalisation d'un gain à la cession d'un FFS usagé et par la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain.

¹⁰ Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESAs) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des revenus au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESAs que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être démantelé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

Le résultat d'exploitation sectoriel du premier semestre de l'exercice s'est établi à 36,7 millions \$ (16,9 % des revenus), ce qui représente un repli de 4,8 millions \$, soit 12 %, par rapport au premier semestre de l'exercice 2009. Ce fléchissement est surtout attribuable à la faiblesse des marchés en Europe et en Amérique du Nord, à l'écart de change défavorable à la conversion des soldes du fonds de roulement et à la réalisation d'économies non récurrentes découlant de l'intégration d'une entreprise à l'exercice précédent. La baisse a été neutralisée en partie par l'ajout de nouvelles unités NESA à notre réseau, par le gain réalisé à la cession de trois FFS usagés au cours de l'exercice, par l'incidence de la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain et par l'accroissement du résultat d'exploitation sectoriel réalisé dans les marchés émergents.

Dépenses en immobilisations de 18,9 millions \$ ce trimestre

Les dépenses en immobilisations ce trimestre étaient liées à des engagements antérieurs. Nous continuons d'agrandir notre réseau de formation de manière sélective en vue d'augmenter notre part de marché et en réponse aux demandes de formation de la part de nos clients.

Capital utilisé en baisse de 74,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la variation des taux de change et à la réduction du fonds de roulement hors trésorerie.

Carnet de commandes de 792,3 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2009	Six mois terminés le 30 septembre 2009
Carnet de commandes en début de période	906,9 \$	1 006,4 \$
+ commandes	82,9	141,6
- revenus	(102,8)	(217,5)
+ / - ajustements	(94,7)	(138,2)
Carnet de commandes en fin de période	792,3 \$	792,3 \$

Les ajustements tiennent compte de l'écart de change et d'un ajustement à la baisse de 38,6 millions \$ effectué au cours du trimestre afin de prendre en compte la diminution des revenus attendus sur les contrats conclus avec des clients, étant donné la conjoncture économique.

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,81. Pour les douze derniers mois, il était de 0,95.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats pour les deux simulateurs de vol suivants :

- Un FFS B737NG de la Série CAE 5000 pour Kenya Airways;
- Un FFS Cessna Citation CJ1+ de la Série CAE 5000 pour Korean Air.

Ces contrats portent le nombre total de commandes du secteur PS/C à huit simulateurs de vol pour l'exercice.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>	T2 2010	T1 2010	T4 2009	T3 2009	T2 2009
Revenus	\$ 63,9	83,1	107,3	119,3	114,3
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 12,4	16,7	18,5	22,8	23,4
Marges d'exploitation	% 19,4	20,1	17,2	19,1	20,5
Amortissement	\$ 1,7	1,5	2,1	1,6	1,6
Dépenses en immobilisations	\$ 0,5	1,3	1,7	1,9	1,4
Capital utilisé	\$ 28,5	25,6	(53,9)	(39,1)	(20,9)
Carnet de commandes	\$ 254,5	293,6	288,2	359,5	343,4

Revenus en baisse de 23 % par rapport au trimestre précédent et de 44 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

La diminution des revenus par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable au fait que davantage de revenus ont été comptabilisés au trimestre précédent relativement à des simulateurs qui étaient partiellement construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours de ce trimestre, ainsi qu'à la diminution des niveaux de production par suite d'une baisse des commandes enregistrées, de la fermeture prolongée d'une usine en juillet et de congés sans solde.

Par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2009, la baisse des revenus s'explique surtout par la diminution des niveaux de production par suite d'une baisse des commandes enregistrées, de la fermeture prolongée d'une usine en juillet et de congés sans solde. En outre, des revenus plus élevés avaient été comptabilisés au deuxième trimestre de l'exercice 2009 relativement à des simulateurs qui étaient partiellement construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours de ce trimestre. Le recul est aussi attribuable à la production en cours d'un simulateur qui a été constaté comme un contrat de location-vente et pour lequel aucun revenu n'a encore été constaté, et il a été compensé en partie par les taux de couverture favorables.

Les revenus du premier semestre de l'exercice 2010 se sont établis à 147,0 millions \$, en baisse de 41 % ou de 103,9 millions \$ par rapport aux revenus de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul s'explique surtout par la baisse des commandes enregistrées, par la fermeture prolongée d'une usine en juillet et de congés sans solde. En outre, des revenus plus élevés avaient été comptabilisés au premier semestre de l'exercice 2009 relativement à des simulateurs qui étaient partiellement construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours de cet exercice. Le repli est aussi attribuable à la production en cours au premier semestre de l'exercice 2010 d'un simulateur qui a été constaté comme un contrat de location-vente et pour lequel aucun revenu n'a encore été constaté. La baisse des revenus a été neutralisée en partie par les taux de couverture favorables.

Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 26 % par rapport au trimestre précédent et de 47 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 12,4 millions \$ (19,4 % des revenus) ce trimestre, comparativement à 16,7 millions \$ (20,1 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 23,4 millions \$ (20,5 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La diminution par rapport au trimestre précédent est attribuable en grande partie à un volume moins élevé et à une utilisation moindre des fonds liés à nos programmes de R-D dont les coûts sont partagés, ces facteurs ayant été compensés en partie par les taux de couverture favorables.

Le recul par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent s'explique surtout par un volume moindre et par la baisse des marges sur les projets découlant des conditions de marché difficiles, ces facteurs ayant été partiellement contrebalancés par les taux de couverture favorables et par les mesures de réduction des coûts prises au trimestre précédent.

Le résultat d'exploitation sectoriel du premier semestre de l'exercice 2010 s'est établi à 29,1 millions \$ (19,8 % des revenus), en baisse de 43 % ou de 21,7 millions \$ par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. Ce recul s'explique surtout par un volume moindre et par la baisse des marges sur les projets découlant des conditions de marché difficiles, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par les taux de couverture favorables et par les mesures de réduction des coûts.

Capital utilisé en hausse de 2,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

Le capital utilisé a augmenté par rapport au trimestre précédent en raison d'une diminution des comptes créditeurs et charges à payer, qui a été compensée en partie par une réduction des comptes débiteurs.

Carnet de commandes en baisse de 13 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2009	Six mois terminés le 30 septembre 2009
Carnet de commandes en début de période	293,6 \$	288,2 \$
+ commandes	26,8	117,5
- revenus	(63,9)	(147,0)
+ / - ajustements (principalement l'écart de change)	(2,0)	(4,2)
Carnet de commandes en fin de période	254,5 \$	254,5 \$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,42. Pour les douze derniers mois, il était de 0,77.

6.2 Secteurs militaires

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a remporté 113,5 millions \$ de commandes ce trimestre, notamment :

- D'importantes mises à niveau sur deux simulateurs de missions (FMS) CH-53 construits par CAE et utilisés à la German Army Aviation School of Bückeburg;
- Des entraîneurs tactiques pour les missions au sol pour Lockheed Martin devant être utilisés par l'armée britannique;
- Des entraîneurs partiels pour l'aéronef multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330 et des dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures devant être utilisés par les Émirats arabes unis et la Royal Saudi Air Force (RSAF).

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>	T2 2010	T1 2010	T4 2009	T3 2009	T2 2009
Revenus	\$ 137,4	118,5	143,6	125,5	126,0
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 24,3	22,2	26,8	25,7	21,6
Marges d'exploitation	% 17,7	18,7	18,7	20,5	17,1
Amortissement	\$ 3,2	2,6	3,8	2,7	2,3
Dépenses en immobilisations	\$ 1,1	1,5	2,0	2,2	1,1
Capital utilisé	\$ 167,6	174,6	148,8	123,8	139,2
Carnet de commandes	\$ 889,8	1 072,5	893,0	714,0	705,6

Revenus en hausse de 16 % par rapport au trimestre précédent et de 9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

La progression par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable au niveau d'activité plus élevé ce trimestre, plus particulièrement au chapitre de nos divers programmes NH90, et à l'intégration dans nos résultats de la division DSA acquise en mai 2009. La hausse a été compensée en partie par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Par rapport au deuxième trimestre de 2009, la hausse résulte surtout du niveau d'activité plus élevé ce trimestre, plus particulièrement au chapitre de nos divers programmes NH90, et de l'intégration dans nos résultats de la division DSA acquise en mai 2009.

Les revenus du premier semestre de l'exercice 2010 se sont élevés à 255,9 millions \$, en hausse de 19 % ou de 41,5 millions \$ par rapport aux revenus de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression est essentiellement attribuable au niveau d'activité plus élevé au cours de l'exercice, plus particulièrement au chapitre de nos divers programmes NH90, à l'intégration dans nos résultats de la division DSA acquise en mai 2009, et à l'effet positif du change.

Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent et de 13 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 24,3 millions \$ (17,7 % des revenus) pour le trimestre écoulé, comparativement à 22,2 millions \$ (18,7 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 21,6 millions \$ (17,1 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable au volume accru, comme il est expliqué ci-dessus, facteur partiellement neutralisé par l'utilisation moindre des fonds liés à nos programmes de R-D en coûts partagés.

La progression par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent découle essentiellement du volume accru, comme nous l'avons expliqué précédemment, ainsi que de l'augmentation des crédits d'impôt à l'investissement.

Le résultat d'exploitation sectoriel du premier semestre de l'exercice 2010 s'est établi à 46,5 millions \$ (soit 18,2 % des revenus), en hausse de 32 % ou de 11,3 millions \$ par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression est surtout attribuable au volume accru.

Capital utilisé en baisse de 7,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la baisse des comptes du fonds de roulement hors trésorerie.

Carnet de commandes en baisse de 17 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2009	Six mois terminés le 30 septembre 2009
Carnet de commandes en début de période	1 072,5 \$	893,0 \$
+ commandes	113,5	242,8
- revenus	(137,4)	(255,9)
+ / - ajustements	(158,8)	9,9
Carnet de commandes en fin de période	889,8 \$	889,8 \$

Les ajustements tiennent compte de l'écart de change et d'un montant de 134,0 millions \$ transféré du carnet de commandes du secteur PS/M au carnet de commandes du secteur FS/M. Ce montant de 134,0 millions \$ correspond à certains contrats acquis dans le cadre de la transaction portant sur la division DSA dont le lien avec le secteur FS/M a été établi. Le transfert n'a pas eu d'incidence sur le carnet de commandes combiné du secteur militaire.

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,83. Pour les douze derniers mois, il était de 1,24.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a remporté des commandes de 64,9 millions \$ au cours du trimestre, notamment :

- Un contrat d'un an selon lequel nous continuerons à fournir aux Forces canadiennes des services de mise à niveau des logiciels d'avionique, de soutien logistique intégré et de gestion de données pour les CF-18;
- Un contrat de trois ans avec la Marine royale néerlandaise pour assurer la maintenance et le soutien logistique technique du simulateur Lynx;
- Des services de formation sur C-130H pour un client du Moyen-Orient.

Résultats financiers*(en millions, sauf marges d'exploitation)*

	T2 2010	T1 2010	T4 2009	T3 2009	T2 2009
Revenus	\$ 60,4	66,7	66,5	58,9	58,4
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 9,7	12,6	9,2	8,7	11,5
Marges d'exploitation	% 16,1	18,9	13,8	14,8	19,7
Amortissement	\$ 2,6	2,3	2,6	2,1	1,9
Dépenses en immobilisations	\$ 5,8	5,5	6,4	8,1	5,8
Capital utilisé	\$ 173,9	172,5	162,2	158,5	143,9
Carnet de commandes	\$ 1 098,2	1 005,2	994,2	833,3	785,2

Les chiffres correspondants des périodes de l'exercice 2009 ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

Revenus en baisse de 9 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

Les revenus ont diminué par rapport au trimestre précédent en raison surtout de la baisse des revenus tirés de la formation de notre coentreprise Rotorsim et d'un écart de change défavorable. Par ailleurs, les revenus du trimestre antérieur ont été plus élevés du fait d'une rentrée de fonds comptabilisée au premier trimestre relativement à la modification d'un contrat, ainsi que de l'ajustement positif du taux de main-d'œuvre annuel lié aux contrats militaires aux États-Unis.

L'augmentation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent découle essentiellement des efforts accrus déployés dans le cadre de certains contrats de services de maintenance, plus particulièrement au Canada et en Allemagne, ainsi que des revenus de formation provenant de notre coentreprise HFTS en Allemagne pour le NH90 qui a été inaugurée au quatrième trimestre de l'exercice 2009. Ces facteurs ont été compensés en partie par la baisse des revenus tirés de la formation de notre coentreprise Rotorsim.

Les revenus du premier semestre de l'exercice 2010 se sont chiffrés à 127,1 millions \$, en hausse de 10 % ou de 11,8 millions \$ par rapport aux revenus de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression résulte surtout de la hausse des revenus tirés de la formation, plus particulièrement les revenus provenant de notre coentreprise HFTS en Allemagne pour le NH90 qui a été inaugurée au quatrième trimestre de l'exercice 2009.

Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 23 % par rapport au trimestre précédent et de 16 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 9,7 millions \$ (16,1 % des revenus) pour le trimestre écoulé, comparativement à 12,6 millions \$ (18,9 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 11,5 millions \$ (19,7 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le repli par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par l'ajustement positif du taux de main-d'œuvre annuel au trimestre précédent et par une baisse du volume provenant de notre coentreprise Rotorsim, comme nous l'avons expliqué précédemment.

La baisse par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent est principalement attribuable au dividende moins élevé réalisé sur un placement du secteur FS/M au Royaume-Uni, à la baisse des revenus tirés de la formation de notre coentreprise Rotorsim et à la hausse des coûts liés aux soumissions du fait de l'accroissement de l'activité.

Le résultat d'exploitation sectoriel du premier semestre de l'exercice 2010 s'est établi à 22,3 millions \$ (soit 17,5 % des revenus), en hausse de 6 % ou de 1,2 million \$ par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable au volume accru et à l'écart de change favorable.

Capital utilisé en hausse de 1,4 million \$ par rapport au trimestre précédent

Le capital utilisé a augmenté par rapport au trimestre précédent en raison principalement de l'augmentation des immobilisations corporelles, celle-ci ayant été partiellement annulée par la baisse des comptes du fonds de roulement hors trésorerie.

Augmentation de 9 % du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2009	Six mois terminés le 30 septembre 2009
Carnet de commandes en début de période	1 005,2 \$	994,2 \$
+ commandes	64,9	129,1
- revenus	(60,4)	(127,1)
+ / - ajustements	88,5	102,0
Carnet de commandes en fin de période	1 098,2 \$	1 098,2 \$

Les ajustements tiennent compte de l'écart de change négatif et d'un montant de 134,0 millions \$ transféré du carnet de commandes du secteur PS/M au carnet de commandes du secteur FS/M. Ce montant de 134,0 millions \$ correspond à certains contrats acquis dans le cadre de la transaction portant sur la division DSA dont le lien avec le secteur FS/M a été établi. Le transfert n'a pas eu d'incidence sur le carnet de commandes combiné du secteur militaire.

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,07. Pour les douze derniers mois, il était de 1,77.

Rendement combiné des secteurs militaires

Les revenus du trimestre se sont établis à 197,8 millions \$, comparativement à 185,2 millions \$ au trimestre précédent et à 184,4 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 34,0 millions \$ (17,2 % des revenus) pour le trimestre écoulé, comparativement à 34,8 millions \$ (18,8 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 33,1 millions \$ (18,0 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes était de 0,90 pour le trimestre et il était de 1,41 pour les douze derniers mois.

7. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET DES LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons de façon dynamique nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'influer sur elles, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, dont le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

7.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les			Six mois terminés les	
	2009	30 septembre 2008	30 juin 2009	30 septembre 2009	2008
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies*	72,7 \$	78,9 \$	48,1 \$	120,8 \$	149,4 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	43,7	(19,9)	(68,0)	(24,3)	(119,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies	116,4 \$	59,0 \$	(19,9) \$	96,5 \$	30,4 \$
Dépenses en immobilisations liées à la maintenance	(12,8)	(7,8)	(8,3)	(21,1)	(13,3)
Autres actifs	(3,5)	(1,2)	(1,5)	(5,0)	(2,6)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,9	–	7,6	8,5	–
Dividendes versés	(7,5)	(7,5)	(7,6)	(15,1)	(14,6)
Flux de trésorerie disponibles ¹¹	93,5 \$	42,5 \$	(29,7) \$	63,8 \$	(0,1) \$
Dépenses en immobilisations liées à la croissance	(13,5)	(42,8)	(23,7)	(37,2)	(75,7)
Frais de développement reportés	(3,0)	(2,2)	(3,1)	(6,1)	(4,1)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	1,3	(0,3)	0,7	2,0	7,1
Acquisitions d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(5,2)	0,1	(17,7)	(22,9)	(38,7)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(9,9)	(0,5)	(5,9)	(15,8)	(2,8)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	63,2 \$	(3,2) \$	(79,4) \$	(16,2) \$	(114,3) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Les chiffres correspondants des périodes de l'exercice 2009 ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

Flux de trésorerie disponibles de 93,5 millions \$, en hausse de 123,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 51,0 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à un investissement moins élevé dans le fonds de roulement hors trésorerie et à une augmentation de 24,6 millions \$ des flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation poursuivies.

L'augmentation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent découle essentiellement d'un investissement moins élevé dans le fonds de roulement hors trésorerie, neutralisé en partie par le repli de 6,2 millions \$ des flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation poursuivies et la hausse de 5,0 millions \$ des dépenses en immobilisations liées à la maintenance.

¹¹ Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités d'exploitation poursuivies, dont sont soustraits toutes les dépenses en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie disponibles du premier semestre de l'exercice 2010 se sont chiffrés à 63,8 millions \$, soit 63,9 millions \$ de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse provient surtout d'un investissement moins élevé dans le fonds de roulement hors trésorerie et du produit de la cession d'immobilisations corporelles de 8,5 millions \$ au cours de l'exercice écoulé (néant pour l'exercice 2009), facteurs partiellement contrebalancés par une baisse de 28,6 millions \$ des flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation poursuivies et une augmentation de 7,8 millions \$ des dépenses en immobilisations liées à la maintenance.

Dépenses en immobilisations de 26,3 millions \$ pour le trimestre écoulé et de 58,3 millions \$ pour le premier semestre de 2010

Les dépenses en immobilisations liées à la croissance¹² de 13,5 millions \$ pour le trimestre et de 37,2 millions \$ pour le premier semestre de 2010 étaient reliées à des engagements antérieurs. Nous continuons d'agrandir notre réseau de formation de manière sélective en vue d'augmenter notre part de marché et en réponse aux demandes de formation de la part de nos clients. Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance¹³ ont atteint 12,8 millions \$ pour le trimestre et 21,1 millions \$ pour le premier semestre de 2010.

8. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

8.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	Au 30 septembre 2009	Au 30 juin 2009	Au 31 mars 2009
Utilisation du capital :			
Fonds de roulement hors trésorerie	(15,3) \$	19,2 \$	(60,4) \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 202,5	1 266,6	1 302,4
Autres actifs à long terme	468,1	466,5	463,5
Autres passifs à long terme	(233,6)	(227,2)	(222,6)
Total du capital utilisé	1 421,7 \$	1 525,1 \$	1 482,9 \$
Provenance du capital:			
Dette nette	257,8 \$	340,7 \$	285,1 \$
Capitaux propres	1 163,9	1 184,4	1 197,8
Provenance du capital	1 421,7 \$	1 525,1 \$	1 482,9 \$

Les chiffres correspondants des périodes de l'exercice 2009 ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

Capital utilisé¹⁴ en baisse de 7 % pour le trimestre écoulé par rapport au trimestre précédent

Le repli est surtout attribuable à la diminution des immobilisations corporelles et du fonds de roulement hors trésorerie, ainsi qu'à la hausse des autres passifs à long terme.

Notre rendement du capital utilisé¹⁵ (RCU) s'est établi à 12,9 % (12,1 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour le trimestre écoulé, comparativement à 17,1 % (15,1 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

¹² Les dépenses en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

¹³ Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

¹⁴ Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie à court terme comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôts et des autres actifs hors exploitation) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie à court terme comprise, et des autres passifs hors exploitation).

Provenance du capital :

- Nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres pour voir d'où provient notre capital.

¹⁵ Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le bénéfice tiré des activités poursuivies, en excluant les éléments non récurrents et les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé. Nous calculons aussi ce rendement en ajustant le bénéfice et le capital utilisé en fonction des contrats de location-exploitation ordinaires qui ne figurent pas dans le bilan.

Fonds de roulement hors trésorerie¹⁶ pour le trimestre en baisse de 34,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La réduction découle essentiellement de l'augmentation des acomptes sur contrats et de la diminution des comptes débiteurs et des contrats en cours, ces facteurs ayant été partiellement compensés par la baisse des comptes créditeurs et charges à payer.

Montant net des immobilisations corporelles pour le trimestre en baisse de 64,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse des immobilisations corporelles résulte surtout des variations de change de 77,9 millions \$ et de l'amortissement de 18,2 millions \$, facteurs neutralisés en partie par les dépenses en immobilisations de 26,3 millions \$.

Dettes nettes¹⁷ en baisse de 82,9 millions \$ ce trimestre

La diminution de 82,9 millions \$ est essentiellement attribuable à l'augmentation nette de la trésorerie, avant le produit et le remboursement de la dette à long terme, et à l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur notre dette libellée en devises.

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2009	Six mois terminés le 30 septembre 2009
Dettes nettes en début de période	340,7 \$	285,1 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements consolidés de trésorerie)	(63,2)	16,2
Acquisitions d'entreprises, coentreprises et autres	15,0	13,1
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	(34,7)	(56,6)
Diminution de la dette nette pour la période	(82,9) \$	(27,3) \$
Dettes nettes en fin de période	257,8	257,8

En juin 2009, nous avons émis des titres d'emprunt pour des montants de 15,0 millions \$ et de 105,0 millions \$US aux termes d'un placement privé. Des tranches de 15,0 millions \$ et de 45,0 millions \$US viennent à échéance en juin 2016 et portent intérêt aux taux de 6,58 % et de 6,65 %, respectivement. La tranche restante de 60,0 millions \$US vient à échéance en juin 2019 et porte intérêt au taux de 7,66 %. Une tranche de 60,0 millions \$US du produit total a été affectée au remboursement des billets de premier rang émis en 1997 et arrivés à échéance, et le solde sera utilisé pour payer les frais généraux de l'entreprise.

Au cours du trimestre, nous avons commencé à présenter notre quote-part de la dette de la coentreprise Rotorsim S.r.l., qui s'élève à 8,9 millions €.

En septembre 2009, nous avons émis des titres d'emprunt de 5,4 millions \$ qui viennent à échéance en septembre 2016 et portent intérêt au taux de 3,94 % aux fins du financement du système ERP.

Pour gérer le risque de liquidité, nous avons accès à des facilités de crédit renouvelables non garanties de 400,0 millions \$US et de 100,0 millions €. Au 30 septembre 2009, la Société disposait d'un montant de 136,3 millions \$US et de néant € pour l'établissement de lettres de crédit en vertu de la facilité de crédit, comparativement à 114,8 millions \$US et néant € au 30 juin 2009.

Nous avons aussi conclu une entente visant la vente de certains comptes débiteurs d'une valeur pouvant atteindre 50 millions \$.

Nous continuons à surveiller nos flux de trésorerie afin de nous assurer de disposer de ressources en trésorerie suffisantes pour remplir nos obligations et nos engagements lorsqu'ils deviennent exigibles. Par ailleurs, notre aptitude à refinancer notre dette parvenue à échéance malgré le resserrement des marchés du crédit et le ralentissement du secteur de l'aéronautique constitue la preuve de notre capacité à accéder aux marchés financiers.

¹⁶ Le fond de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif à court terme (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie à court terme des actifs disponibles à la vente) et le passif à court terme (abstraction faite de la partie à court terme de la dette à long terme et de la partie à court terme des passifs liés aux actifs destinés à la vente).

¹⁷ La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme (c'est-à-dire dont l'échéance est à plus d'un an), partie à court terme comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Capitaux propres en baisse de 20,5 millions \$ ce trimestre

La diminution des capitaux propres découle en grande partie de la diminution de 54,6 millions \$ du cumul des autres éléments du résultat étendu et des dividendes de 7,5 millions \$, ces facteurs ayant été compensés en partie par un bénéfice net de 39,1 millions \$.

Information sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 septembre 2009, nous avons au total 255 803 374 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 435,5 millions \$.

Au 30 octobre 2009, nous avons au total 255 815 247 actions ordinaires émises et en circulation.

9. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES**Division Défense, sécurité et aérospatiale de Bell Aliant**

En mai 2009, nous avons acquis la division Défense, sécurité et aérospatiale (DSA) de Bell Aliant au moyen d'une convention d'achat d'actifs pour une contrepartie de 17,7 \$, frais d'acquisition compris et exclusion faite de l'ajustement du fonds de roulement, versée sous forme de trésorerie. La division DSA fournit des logiciels et des systèmes de simulation, de formation, de défense et de gestion intégrée de l'information sur le cycle de vie en temps réel aux industries de l'aérospatiale et de la défense. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 8,5 millions \$ liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire.

Au cours du trimestre, nous avons révisé notre évaluation des actifs incorporels identifiables. Par conséquent, les relations avec la clientèle ont été augmentées de 2,8 millions \$ et l'écart d'acquisition a été réduit d'un montant correspondant. La répartition du prix d'achat demeure provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

Seaweed Systems inc.

En août 2009, nous avons acquis Seaweed Systems inc. (Seaweed) pour une contrepartie de 6,7 millions \$, frais d'acquisition compris et exclusion faite d'un ajustement du fonds de roulement, dont une somme de 5,6 millions \$ a été versée en trésorerie. Seaweed, un chef de file des solutions graphiques intégrées pour le marché militaire et le marché de l'aéronautique, se spécialise dans le développement de pilotes graphiques critiques sur le plan de la sécurité. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

L'écart d'acquisition constaté à l'égard de ces opérations s'élève à 7,2 millions \$, dont 2,5 millions \$ sont déductibles aux fins fiscales. Des actifs incorporels au titre des relations avec la clientèle de 9,6 millions \$ et un actif incorporel au titre de la technologie de 1,7 million \$ ont également été constatés à l'égard de ces opérations. Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple et les résultats d'exploitation ont été pris en compte dans nos résultats consolidés à partir de la date des acquisitions respectives. L'actif net lié à ces acquisitions est inclus dans les secteurs PS/M et FS/M.

10. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Nos états financiers sont dressés conformément aux PCGR du Canada publiés par le Conseil des normes comptables (CNC) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) dans les chapitres de son Manuel, dans les notes d'orientation concernant la comptabilité (NOC) et dans les abrégés des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux.

Actifs incorporels

Le 1^{er} avril 2009, nous avons adopté le chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace les chapitres 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et 3450, *Frais de recherche et de développement*. Le nouveau chapitre 3064 est partiellement tiré de la norme comptable internationale (IAS) 38, *Immobilisations incorporelles*, et explique quand un actif incorporel développé à l'interne satisfait aux critères de comptabilisation en tant qu'actif. Les dispositions du CPN-27, *Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*, ne s'appliquent plus aux entités qui ont adopté le chapitre 3064.

Depuis l'adoption de la nouvelle norme, nous passons les frais de pré-exploitation en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les conséquences de l'adoption rétrospective de cette norme comptable sur nos états consolidés des résultats pour les exercices terminés les 31 mars s'établissent comme suit :

<i>(en millions)</i>	2009	2008
Frais de pré-exploitation reportés, déduction faite d'éléments hors trésorerie	2,2 \$	(0,9) \$
Ajustement d'impôts	(0,5)	(0,5)
Ajustement du bénéfice net	1,7 \$	(1,4) \$

Au 31 mars 2009, l'adoption de cette modification s'était traduite par une baisse de 10,4 millions \$ au poste *Autres actifs* du bilan consolidé. Les bénéfices non répartis au 1^{er} avril 2007 ont diminué de 8,6 millions \$, déduction faite d'une économie d'impôts de 3,6 millions \$.

Cette modification des normes comptables n'a pas eu d'incidence sur le traitement que nous appliquons aux frais de R-D. À l'adoption du chapitre 3064, nous avons transféré les frais de pré-exploitation reportés des autres actifs aux actifs incorporels.

11. ADOPTION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que les IFRS remplaceront les PCGR canadiens le 1^{er} janvier 2011 pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Bien que les principes et le cadre conceptuel des PCGR canadiens et des IFRS soient semblables, ils diffèrent considérablement en ce qui concerne la constatation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir.

La présentation en IFRS sera requise pour nos états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2011. Nous avons élaboré un plan de transition détaillé afin d'assurer le passage des PCGR du Canada aux IFRS dans nos états financiers consolidés. Des précisions concernant les étapes, les principales activités et l'état d'avancement du plan, ainsi que certaines décisions concernant les conventions comptables, sont présentées dans la section 10.2, *Modifications futures de normes comptables*, de notre rapport de gestion daté du 14 mai 2009.

Aucun changement important n'a été apporté au plan depuis cette date et la mise en œuvre se poursuit tel que prévu. Comme le plan de travail de l'International Accounting Standards Board (IASB) prévoit l'achèvement de plusieurs projets importants en 2010 et en 2011, nous continuons de surveiller l'avancement de ces projets. Il est toutefois difficile de prévoir quelles IFRS seront en vigueur à la fin de notre première période de présentation de l'information en IFRS. Nos décisions pourraient changer si de nouvelles normes ou modifications n'ayant pas été prises en compte sont introduites avant la date de notre passage aux IFRS.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Au cours du deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2009, la Société n'a apporté aucune modification importante à ses mécanismes de contrôle interne, ni décidé d'aucune mesure correctrice de ces mécanismes ou d'autres facteurs qui puisse notablement les modifier. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société examinent périodiquement l'efficacité des mécanismes de contrôle et des procédures de communication de l'information et en font une évaluation chaque trimestre. À la clôture du deuxième trimestre, le constat du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société était que les contrôles et procédures en place sont efficaces.

13. PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

<i>(chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)</i>	T1	T2	T3	T4	Cumul annuel à ce jour
Exercice 2010					
Revenus	383,0	364,5	¹⁾	¹⁾	747,5 \$
Bénéfice des activités poursuivies	27,2	39,1	¹⁾	¹⁾	66,3 \$
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	0,11	0,15	¹⁾	¹⁾	0,26 \$
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	0,11	0,15	¹⁾	¹⁾	0,26 \$
Bénéfice net	27,2	39,1	¹⁾	¹⁾	66,3 \$
Bénéfice de base par action	0,11	0,15	¹⁾	¹⁾	0,26 \$
Bénéfice dilué par action	0,11	0,15	¹⁾	¹⁾	0,26 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	255,4	255,6	¹⁾	¹⁾	255,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,4 ²⁾	255,6 ²⁾	¹⁾	¹⁾	255,5 ²⁾
Taux de change moyen du dollar américains au dollar canadien	1,17	1,10	¹⁾	¹⁾	1,13
Exercice 2009 – retraité³⁾					
					Total
Revenus	392,1	406,7	424,6	438,8	1 662,2 \$
Bénéfice des activités poursuivies	48,2	49,2	52,1	52,7	202,2 \$
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	0,19	0,19	0,20	0,21	0,79 \$
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	0,19	0,19	0,20	0,21	0,79 \$
Bénéfice net	47,3	49,0	52,1	52,7	201,1 \$
Bénéfice de base par action	0,19	0,19	0,20	0,21	0,79 \$
Bénéfice dilué par action	0,19	0,19	0,20	0,21	0,79 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	254,3	254,9	254,9	254,9	254,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,1	255,4	254,9 ²⁾	254,9 ²⁾	255,0
Taux de change moyen du dollar américains au dollar canadien	1,01	1,04	1,21	1,25	1,13
Exercice 2008 – retraité³⁾					
					Total
Revenus	358,3	353,9	344,8	366,6	1 423,6 \$
Bénéfice des activités poursuivies	38,5	39,2	41,1	44,6	163,4 \$
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	0,15	0,15	0,16	0,18	0,64 \$
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	0,15	0,15	0,16	0,17	0,64 \$
Bénéfice net	38,5	39,1	40,5	33,2	151,3 \$
Bénéfice de base par action	0,15	0,15	0,16	0,13	0,60 \$
Bénéfice dilué par action	0,15	0,15	0,16	0,13	0,59 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	252,4	253,5	253,8	253,9	253,4
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	253,8	254,9	254,8	254,9	254,6
Taux de change moyen du dollar américains au dollar canadien	1,10	1,04	0,98	1,00	1,03

¹⁾ Non disponible.

²⁾ Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les trimestres terminés le 30 septembre 2009, le 30 juin 2009, le 31 mars 2009 et le 31 décembre 2008, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

³⁾ Les chiffres correspondants des exercices 2009 et 2008 ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.